

BUREAUX: RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois 12 fr
Six mois 23
Un an 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A-PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bulier et C° place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR GÉRANT : A. REBOU

Le Nord de la France

Trois mois 14
Six mois 27
Un an 51

ANNONCES: 15 centimes la ligne
RECLAMES: 25 centimes
On traite à forfait.

ROUBAIX, 21 MARS 1872

BULLETIN QUOTIDIEN

Le vote du budget marche rapidement à Versailles. Cependant il est peu probable que la loi Victor Lefranc soit mise à l'ordre du jour avant l'Éques; on pense même qu'elle sera retirée. Lundi dernier, M. Thiers a déclaré aux députés qui dinaient à l'hôtel de la Présidence que le gouvernement ne tenait plus au projet; cette indifférence est-elle réelle ou cache-t-elle l'idée du retour offensif? On l'ignore, dans tous les cas, si la discussion a lieu, le vote du budget pourra bien s'en ressentir.

Plusieurs journaux, connus par leurs relations de vieille date avec le gouvernement italien, tels que l'Opinion nationale, le Siècle et les Débats essaient d'amortir l'effet produit par l'article de Wandere, mais la simultanéité de leurs démentis ne fait que fortifier nos craintes. Le Wandere reçoit ses inspirations d'un membre de la famille Czartorisky. La nouvelle qu'il a lancée doit reposer sur des renseignements puisés à bonne source.

La chambre des communes a été fort agitée, le 19, par un incident dû au député républicain, M. Dilke, dont le langage a amené lord Bury à protester contre la déloyauté avec laquelle il manquait à son serment à la reine. M. Dilke, sans se laisser intimider, a réclamé une enquête sur la liste civile et sur les dépenses de la cour royale. M. Gladstone a nié la vérité et la justice des accusations portées par Sir Ch. Dilke. Une vive agitation s'en est suivie et les membres du parti conservateur et bon nombre de membres du parti libéral ont quitté la salle.

Lord Georges Hamilton demande que l'on fasse sortir le public et les sténographes. Cette proposition est adoptée et la chambre se forme en comité secret.

Quelques instants après 9 heures, la séance publique est reprise. MM. Farvett et Liddel combattent la proposition Dilke. Cette proposition est rejetée par 276 voix contre 2. Il n'est pas moins vrai que la chambre a été on ne peut plus émue par cette scène inaccoutumée.

Lord Derby a annoncé qu'il interpellera vendredi le gouvernement sur la question de savoir quelle ligne de conduite il se propose de suivre relativement au traité de Washington.

Répondant à M. Cochrane, M. Gladstone dit que le gouvernement britannique publiera la circulaire du gouvernement espagnol relative à l'Internationale.

M. Horsmann demande si le gouvernement se prépare à donner à la chambre l'assurance qu'aucune proposition ultérieure, soit faite, soit acceptée par l'Amérique, n'acquerra pour le pays un caractère obligatoire avant que le parlement ait été appelé à donner son avis. M. Gladstone dit qu'avant de répondre sur ce point, il a besoin de consulter ses collègues. Il espère que M. Horsmann ne croira pas que son refus de répondre se rapporte à la réponse qui sera envoyée

demain au général Schenck, M. Horsmann dit qu'il renouvellera demain son interpellation.

Il est intéressant pour nous de connaître l'impression produite en Angleterre par la dénonciation du traité de commerce. Voici les réflexions que publie à ce sujet le journal anglais l'Economist :

Premièrement, il faut se souvenir que d'ici un an, il ne peut survenir aucun changement.

Secondement — et c'est la plus sérieuse réflexion que puisse faire un Anglais — l'abrogation du traité ne peut-être préjudiciable à notre commerce à cause de sa nature.

En 1870, le chiffre de nos importations de France a été de 37,607,304 livres sterling, et celui de nos exportations en produits naturels et manufacturés d'origine anglaise a été de 11,643,139 liv. st., ce qui constitue un excédant de 25,964,174 liv. st. à l'importation; et comme nous ne devons faire subir aucune modification à notre tarif douanier, c'est seulement la plus faible partie de notre commerce (le commerce d'exportation d'Angleterre en France) que l'abrogation du traité affecte directement.

Nous aurons nos vins français et tous les autres articles d'origine française, dont nous jouissons en ce moment, à peu près aussi avantageusement, mais pas tout à fait cependant qu'aujourd'hui.

Troisièmement, quant à ce qui concerne nos manufacturiers, on pense avec raison que les Français profiteront de leur liberté pour rectifier, comme ils disent, les droits sur les produits de fabrication mixte, fixés à 10 ou 15 0/0, afin de mettre Roubaix en état de soutenir d'une manière plus efficace la concurrence de Bradford.

Quatrièmement, il y aura probablement une élévation générale des droits sur les matières premières importées en France et des droits analogues seront établis sur les objets fabriqués avec ces matières.

Cinquièmement, la voie qu'il poursuit sera pour le gouvernement français une cause d'embarras à cause des traités de commerce qui le lient à d'autres nations, et qu'il ne peut dénouer.

Sixièmement, à la fin de l'année, qui est la limite du traité, fin bien malheureuse, il est vrai, surgira la question dont s'occupent en ce moment nos armateurs.

Toutefois, à la fin de l'année, la France pourra établir, à tort ou à raison, certains droits inégaux sur les navires anglais, en alléguant qu'elle avait le droit de le faire avant cette époque.

Voilà les principaux points relatifs au commerce qu'a fait naître la rupture de la célèbre convention.

Les journaux révolutionnaires, dans leur polémique, ne savent pas employer d'autres armes que celles de la calomnie. Ils dénaturent les paroles et les actes de leurs adversaires; aucun scrupule ne les arrête. C'est ainsi qu'ils traitent de conspirateurs les partisans de la monarchie qui affirment hautement leur principe et la pensée que la France ne recouvrera sa place en Europe, sa grandeur et sa prospérité que par le rétablissement de la royauté légitime. A moins de ne plus laisser aux mots leur signification, la conspiration implique que par l'Académie, le secret des desseins conçus. Or, est-ce ainsi que procèdent les partisans de la monarchie, et l'un des rédacteurs du ma-

nifeste si inquiet pour les révolutionnaires n'a-t-il pas énoncé éloquentement à la tribune le but auquel il espère voir atteindre la France? Les républicains viennent sans cesse nous affirmer que leur gouvernement est le seul praticable; leur dit-on qu'ils conspirent? Et pourtant, ne serait-on pas en droit de leur demander ce qu'ils faisaient la veille des jours où l'on a renversé, aux cris de: « Vive la République! » les gouvernements existants?

Non, les monarchistes ne conspirent pas. C'est l'histoire à la main qu'ils montrent à la France ce qu'elle a été pendant tant de siècles et à qui elle a dû sa splendeur et son autorité. C'est avec l'histoire qu'ils lui disent ce que lui ont valu les essais tentés par la république depuis près d'un demi-siècle. La république de 93 a arrêté toutes les réformes dont un roi honnête-homme avait provoqué les manifestations, puis s'est souillée de crimes, de proscriptions, de spoliations. Aussi avec quelle satisfaction la France s'est-elle jetée dans les bras d'un despote?

Un second essai a été tenté en 1848; jamais il ne s'est trouvé une réunion d'hommes de meilleure foi qui, venus de tous les points, ont tenté de formuler une constitution républicaine. Elle n'était pas encore votée, que la queue révolutionnaire s'insurgeait au 15 mai, et aux journées de juin. Puis cette constitution pérorait par le suicide, car, en créant deux pouvoirs parallèles, ayant la même origine, il était évident que l'un des deux était destiné à être dévoré par l'autre. Cela était d'autant plus probable que le suffrage universel était allé choisir le héros de Boulogne et de Strasbourg dont les aspirations n'étaient pas douteuses. Certes, ce choix n'indiquait pas la sympathie pour la république, et le coup d'État du 2 décembre, si fort blâmable en droit, n'a été bien accueilli par les masses qu'en raison de la terreur qu'inspiraient les élections prévues de 1852 sous l'influence de l'anarchie, campagne permanente de la république en France.

Au 4 septembre, une troisième épreuve a commencé. Le gouvernement impérial s'éleva sur le poids de son impérialisme militaire et de nos désastres, les républicains, qui ne conspirent pas, se sont trouvés là à point pour proclamer la république, dont le titre seul devenait pour le pays une nouvelle source de catastrophes. Ce gouvernement provisoire, comme l'a plus tard décidé l'Assemblée à Bordeaux, malgré le définitif que le 4 septembre avait voulu lui imprimer, est cependant un essai de république; car malgré tous les événements possibles, un gouvernement qui n'est pas la monarchie est la république. La logique et la grammaire sont d'accord.

Qu'on soit donc de bonne foi et qu'on dise si l'essai qui se prolonge est satisfaisant et si on ne peut pas dire qu'il est jugé. Quel triste argument dans la bouche de certains hommes, prétendant que si la république était proclamée, on aurait un gouvernement définitif et que la stabilité serait acquise!

On buvait depuis le matin; le sol était jonché de bouteilles vides; un grand bol de punch flambait encore sur le poêle autour duquel s'étaient rassemblés tous les beaux parleurs de la troupe. De temps à autre, l'aigre fausset de Marius Floquet perçait à travers le tumulte, non pas pour rappeler ses convives à des sentiments plus sages, mais pour leur procurer solennellement prompt et complète satisfaction de toutes leurs absurdes idées, de toutes leurs folles convoitises. — Oui, mes amis, oui, mes frères, glapissait-il en se dressant sur la pointe des pieds pour hausser sa taille rachitique; vous serez tous heureux, vous serez tous riches; vous aurez tous des places, des maisons, des terres, des rentes, de bons diners, du bon vin, et le droit de travailler sans rien faire! Notre glorieuse République le veut ainsi; elle vous le promet par ma bouche, et nul

Est-ce que la République n'a pas été proclamée chaque fois que les républicains, qui ne conspirent pas, ont renversé un gouvernement? Trop naïfs sont les généraux du parti ne se rendant jamais compte que derrière eux est une armée d'affamés de places et de positions soldées; trop honnêtes sont ces chefs aussitôt débordés par cette queue immonde de déclassés qui ne cherchent qu'à pêcher en eau trouble, et les renversent s'ils font mine de s'opposer à leur avidité.

L'œuvre on reconnaît l'ouvrier. Appliquons donc le proverbe à la Monarchie et à la République. C'est de la France, bien entendu, qu'il s'agit, et la forme républicaine, en thèse générale, ne saurait être question. C'est de la France qu'on veut parler comme d'une nation où la République ne peut pas s'acclimater, et cela n'est pas plus extraordinaire que de ne pas voir les oliviers prospérer en Norvège, ou les oranges en Russie. La Monarchie, avec bien des péripéties, des efforts, des malheurs, des abus même, a fini, en quatorze siècles, par constituer un Etat puissant, respecté, redouté du monde entier. La France monarchique a étendu son influence civilisatrice dans tous les coins du globe.

Sous la première République, la France a été battue, et c'est en reprenant la forme monarchique qu'elle a promené son drapeau victorieux dans toutes les capitales; mais vaincue ensuite après les orgies militaires de l'Empire, elle a, sous le sceptre relevé de ses anciens rois, repris son rang; la diplomatie a su lui reconstituer son influence et ses expéditions de Morée, d'Espagne et d'Alger se sont faites malgré les entraves et la jalousie de l'Angleterre.

En 1828, quand il s'est agi de protéger la Turquie, son alliée, contre la convoitise de son puissant voisin, la France monarchique a envoyé un ambassadeur qui n'a eu qu'à dire: « Tu n'iras pas plus loin, » et la Turquie a été sauvée. Plus tard il a fallu, pour le même résultat, des armées nombreuses, des trésors considérables, parce que ce n'était plus la monarchie traditionnelle.

Qu'a donc produit la République à trois reprises différentes? Des désastres et jamais autre chose. La vérité s'est fait jour sur les déclamations du mérite des volontaires, qui, disait-on en 92, sortaient de dessous terre. Les soldats aussi, en 1870, ont multiplié comme les épis; mais qu'on se en faire ces avocats improvisés généraux, qui les laissent à la mitraille sans vêtements, sans nourriture et souvent sans armes? Quels sont donc ceux qui se sont le plus vaillamment fait jour? Ne sont-ce pas les descendants des braves serviteurs de cette monarchie qui ont fait la France? Conspiraient-ils alors, ceux-là même qui aujourd'hui dans l'Assemblée montrent leurs cicatrices et leur foi monarchique?

L'avenir de la patrie, c'est vers ce but que se tournent leur sollicitude et celle de leurs amis. S'ils préfèrent une forme à une autre, c'est l'histoire et non l'ambition qui les détermine, et s'ils repoussent la forme républicaine qu'ils respectent partout ailleurs, c'est qu'en

France ils la voient toujours défendue et prônée par les défenseurs des actes odieux qui l'ont toujours accompagnée à toutes ses apparitions. R. M.

Informations-Nouvelles

Les délégués de la ville de Paris chargés de poursuivre le remboursement des 290 millions payés aux Prussiens à l'époque de l'armistice, ont été reçus par le ministre des finances et par M. Thiers. Le ministre s'est borné à promettre de saisir le conseil de réclamation. — M. Thiers, d'après certains bruits, aurait promis le remboursement intégral, si l'on veut accepter un mode de paiement particulier; d'après d'autres bruits, il aurait fait espérer un remboursement partiel.

Le conseil municipal de Paris, par 36 voix contre 17, a voté que les instituteurs congréganistes adjoints devaient être munis du brevet de capacité, que les lettres d'obédience ne suffiraient pas. Cette résolution a été prise, malgré un discours de M. Vautrain en faveur des lettres d'obédience, et grâce en partie à l'intervention de M. Say, préfet de la Seine, qui, sortant de son rôle, a combattu sournoisement M. Vautrain.

On parle beaucoup d'une aventure arrivée au général Murat. Il avait demandé au ministre de la guerre et obtenu l'autorisation de se rendre à Chislehurst pour l'anniversaire de la naissance du prince impérial. A Calais et à Boulogne il aurait trouvé une dépêche venue de Paris disant de ne pas laisser embarquer et de le faire arrêter s'il voulait passer outre.

Le 14^e conseil de guerre séant à Saint-Cloud, sous la présidence du lieutenant colonel Chauchat a condamné :

A mort, Jean Pierre Rouillac, journaliste, aux travaux forcés à perpétuité, Amédée Roussin, marchand de 4 saisons; Guillaume Jockmann, coiffeur, Adolphe Jamet, porteur de farines; à 20 ans de travaux forcés, Aimable Douillet, menuisier; à la déportation dans une enceinte fortifiée, Edouard Louis Garochot et Louis Dumoutet, journalier; à la déportation simple, Octave Jamot porteur de farines; etc. Ces accusés étaient impliqués dans l'assassinat de M. Dubois, pharmacien, demeurant à la Butte aux Cailles, et qui a été assassiné le 21 mai pour avoir montré son contentement de ce que les troupes arrivaient. Le syndicat des porteurs de farines affirme que les 2 Jamet sus-nommés, ne font pas partie de leur corporation.

On annonce la prochaine arrivée à Paris de Barnum, le célèbre Barnum lui-même.

Il viendrait passer six mois en France avec une cargaison de curiosités à deux et quatre pattes.

Barnum possède aujourd'hui une fortune de quatre millions de francs, ce qui ne l'empêche pas de courir encore les quatre coins du monde pour chercher des phénomènes.

Savez-vous ce qui est monstrueux, selon le Rappel? Ce n'est pas qu'il y ait des hommes qui aient voulu fêter par un banquet l'anniversaire du 18 mars, date rouge de

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 22 MARS 1872

— 25 —

L'ENVERS DE LA COMÉDIE

DEUXIÈME PARTIE

V.

LE REVERS DE LA MÉDAILLE.

Il y avait eu, ce jour-là, fête civique et démocratique à Prasly-le-Neuf. Marius Floquet, l'ex-greffier de la justice de paix, que nous avons vu, quatre ans auparavant, admirateur si enthousiaste des millions et du génie commercial de M. Durousseau, venait d'être nommé procureur de la République au tribunal de la ville voisine, et il avait, en l'honneur de cet heureux événement, convoqué au Café de la Jeune-France, tous les chauds patriotes du canton. Le cognac, la bière et le Saint-Péray avaient coulé à pleins bords, et les gosières, largement humectées par ces libations fraternelles, ne s'étaient fait faute d'aucun

des refrains révolutionnaires du répertoire ancien et moderne. Ce café, dont le propriétaire avait jugé convenable de passer du tricolore au rouge pour se mettre au niveau des circonstances, offrait, en ce moment, une physionomie beaucoup plus bruyante, ou, comme on disait alors, beaucoup plus avancée qu'à l'époque où s'est ouvert notre premier récit. C'étaient pourtant à peu près les mêmes personnages, mais les tapageurs avaient le verbe plus haut, et les modérés la parole plus timide. Maître Ramiard y brillait par son absence; l'honnête notaire, quelque peu appesanti par l'âge et intimidé de tout ce bruit, avait craint de compromettre la dignité de ses cheveux blancs et de ses opinions retardataires au milieu de ces groupes criards où les questions les plus brûlantes s'agitaient avec une hardiesse de langage à faire pâlir Harmodius et Thrasylbulé, il s'était sagement retiré sous sa tente, c'est-à-dire dans une maison où un petit nombre d'amis intimes, dévoués comme lui à l'ordre et à la propriété, venaient, à pas de loup et la nuit close, faire sa partie de boston et deviser à voix basse des dangers de la chose publique.

En revanche, Girard, le gros meunier, nommé maire par l'influence de Marius Floquet, trônait au plus bel endroit de la salle et se consolait en vidant son verre et en chantant la Marseillaise de ne plus voir l'eau ni le blé arriver à son moulin. Les fermiers des environs, le père Gémot en tête, consternés de la baisse des

denrées et de l'impôt des 45 centimes, venaient chercher des nouvelles et consolamment en silence leur demi litre de vin vieux. Le haut du pavé, dans le café comme dans la rue, appartenait à des gens qu'on eût à peine regardés deux mois plus tôt, que le tavernier comptait parmi ses plus mauvaises pratiques, mais auxquels il n'osait plus refuser un crédit illimité, sachant qu'ils étaient hommes à se faire servir par force et à briser, en outre, ses tables et sa faïence. Ce jour-là, Marius Floquet avait annoncé qu'il payait pour tous, et le cafetier n'en était pas plus rassuré.

On buvait depuis le matin; le sol était jonché de bouteilles vides; un grand bol de punch flambait encore sur le poêle autour duquel s'étaient rassemblés tous les beaux parleurs de la troupe. De temps à autre, l'aigre fausset de Marius Floquet perçait à travers le tumulte, non pas pour rappeler ses convives à des sentiments plus sages, mais pour leur procurer solennellement prompt et complète satisfaction de toutes leurs absurdes idées, de toutes leurs folles convoitises. — Oui, mes amis, oui, mes frères, glapissait-il en se dressant sur la pointe des pieds pour hausser sa taille rachitique; vous serez tous heureux, vous serez tous riches; vous aurez tous des places, des maisons, des terres, des rentes, de bons diners, du bon vin, et le droit de travailler sans rien faire! Notre glorieuse République le veut ainsi; elle vous le promet par ma bouche, et nul

n'oserait lui désobéir!

— Oui; mais, en attendant, nous n'avons plus de journées! dit, en enfonçant ses mains dans ses poches qui résonnaient de croûtes, un ancien ouvrier de M. Durousseau, trois fois congédié pour mauvaise conduite. Voyez, citoyen Floquet, les toiles se touchent... et alors...

Une pantomime menaçante compléta sa phrase.

— Alors la République viendra au secours de ceux qui l'aiment! interrompit Floquet avec emphase.

— Et si elle n'y venait pas! si elle avait affaire ailleurs! insista l'ouvrier d'un air sombre; nous aurions le temps de mourir de faim.

— Oh! alors il faudra bien que les riches et les bourgeois s'expliquent! reprit Marius un peu déconcerté, mais ne voulant pas rester court. Il faudra bien que ces lâches capitaux, qui se resserrent et s'enferment, remettent le nez à la fenêtre...

— Sans quoi on irait les chercher par la porte! fit l'ouvrier avec un gros rire.

— Sait-on où est M. Durousseau? va-t-il revenir à sa fabrique? dit le meunier Girard pour détourner la conversation.

Il ne pouvait choisir de diversion plus maladroite; l'absence de M. Durousseau se prolongeait d'une façon inquiétante: son régisseur ne recevait plus d'ordres et n'ayant plus de fonds disponibles, avait suspendu les travaux de la fabri-

que. Le jardinier, vu la dureté des temps et le silence de son maître, avait renvoyé ses aides. Tous les chantiers de bois, de pierres, de terrassements, de digues, que M. Durousseau multipliait d'ordinaire pendant la saison rigoureuse, étaient interrompus. On ne taillait plus les arbres, on ne rattachait plus les allées; des mares d'eau stagnante se formaient dans les prairies; les clôtures, dégradées çà et là par les vagabonds ou des braconniers qu'encourageait l'impunité, ouvraient leurs brèches récentes, et laissaient pénétrer le regard à travers les broussailles et les massifs.

Cette villa, si coquette, si élégante, entretenue avec un soin si scrupuleux, trahissait, par maint endroit, des signes de décadence et d'abandon. La volonté ferme, la haute intelligence servie par des écus, et habituée à répandre dans tout le pays l'activité et le mouvement, avait momentanément abdiqué: il n'en fallait pas davantage pour que tout fût frappé de marasme et de langueur.

Aussi ce fut un haro général autour du poêle qui servait de tribune et de club aux libres citoyens ne Prasly-le-Neuf.

— M. Durousseau! dit étourdiment Marius Floquet; ne m'en parlez pas! C'est un suppôt de la tyrannie déçue, engraisé des sueurs du peuple. Aujourd'hui que le peuple se montre et veut avoir son tour, le Durousseau s'enfuit comme cache avec sa cargaison de sacs d'écus.